



Bulletin Veille Europe n°83 Janvier 2019

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| Institutions de l'UE..... | 3 |
| Commission européenne / Le filet de sécurité sociale d'urgence pour les réfugiés les plus vulnérables en Turquie | 3 |
| Commission européenne / Poursuite de la procédure d'infraction à l'encontre de la Hongrie qui incrimine les activités de soutien aux demandeurs d'asile | 3 |
| Commission européenne / La Commission demande à la Hongrie, à la Pologne et à la Slovénie de mettre pleinement en œuvre la directive actuelle relative aux conditions que doivent remplir les demandeurs d'asile | 3 |
| Commission européenne / Appel à des accords temporaires pour assurer la solidarité avec les Etats membres | 4 |
| Parlement européen / Adoption d'une résolution non législative sur les droits fondamentaux en UE..... | 4 |
| Centre de recherche sur les migrations et de la démographie de la Commission européenne / Atlas des migrations 2018 | 5 |
| Service de recherche du Parlement européen / Analyse sur les élections européennes | 5 |
| Agences et organes de l'UE | 5 |
| Agence des droits fondamentaux de l'UE / Opinion sur la révision de la Directive Retour | 5 |
| Frontex / Le nombre de traversées irrégulières aux frontières européennes au plus bas niveau en 5 ans | 5 |
| Institutions européennes..... | 6 |
| Conseil de l'Europe / Déclarations de la rapporteure générale sur les conditions d'accueil des réfugiés et des migrants et le Sea Watch 3..... | 6 |
| Organisations des Nations unies..... | 6 |
| HCR / Le HCR réclame un accès à un groupe de réfugiés bloqué à la frontière entre l'Algérie et le Niger .. | 6 |
| HCR / Débarquement à Malte de 49 réfugiés et migrants secourus en mer | 7 |
| HCR / Rapport « Voyage de désespoir » : 6 personnes sont décédées en moyenne par jour en 2018 en tentant de traverser la Méditerranée..... | 7 |
| HCR / Lancement de la campagne « 2 milliards de kilomètres pour la sécurité » | 7 |
| UNODC / Rapport sur le trafic d'êtres humains | 8 |
| OIM / Plus de 3 000 migrants ont péri ou disparu en 2018 à travers le monde | 8 |
| OIM / Le naufrage de deux embarcations fait au moins 30 morts au large de Djibouti..... | 8 |
| UNICEF / Appel aux gouvernements européens pour convenir d'une approche régionale pour protéger les enfants réfugiés et migrants..... | 9 |
| OMS / 1er rapport sur la santé des personnes déplacées en Europe..... | 9 |
| Organisations de la société civile..... | 10 |
| Human Rights Watch / Grèce : Rapport sur des refoulements violents à la frontière turc..... | 10 |
| Oxfam / Rapport « Vulnerable and abandoned » sur les camps de réfugiés des îles grecques | 10 |
| European Network on Statelessness / Rapport sur les apatrides kurdes et palestiniens de Syrie recherchant une protection en Europe..... | 10 |

| | |
|---|-----------|
| ICMPD / Migration Outlook 2019 | 10 |
| Focus nationaux | 11 |
| France / Plan d'action franco-britannique face à l'augmentation du nombre de traversées de La Manche | 11 |
| Bosnie-Herzégovine / Accès à l'école pour une centaine d'enfants réfugiés | 11 |
| Allemagne / L'Allemagne annonce la suspension de sa participation à l'Opération Sophia | 11 |

Institutions de l'UE

Commission européenne / Le filet de sécurité sociale d'urgence pour les réfugiés les plus vulnérables en Turquie

Lancé en septembre 2016, ce programme financé par l'UE constitue le plus grand projet humanitaire de l'histoire de l'Union européenne, et soutien 1,5 million de réfugiés.

Les programmes de l'UE se poursuivront en 2019, où l'accent sera mis sur la poursuite de l'aide aux plus vulnérables et sur la transition durable d'une aide humanitaire vers une réponse à long terme. Les fonds humanitaires de l'UE prévus pour 2019 s'élèveront à 640 millions d'euros, dont 80 millions consacrés au soutien à l'éducation dans les situations d'urgence. Ce financement fait partie de la deuxième tranche de 3 milliards d'euros de la facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie et servira à la fois pour l'aide humanitaire et pour l'aide non humanitaire.

Pour en savoir plus :

Communiqué : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-19-1_fr.htm

Commission européenne / Poursuite de la procédure d'infraction à l'encontre de la Hongrie qui incrimine les activités de soutien aux demandeurs d'asile

Le 24 janvier, la Commission a annoncé l'envoi à la Hongrie d'un avis motivé concernant une législation incriminant les activités de soutien aux demandes d'asile et de séjour et restreignant davantage le droit de demander l'asile. Une lettre de mise en demeure avait été adressée le 19 juillet 2018 par la Commission à la Hongrie. Après analyse de la réponse fournie par les autorités hongroises, la Commission considère que la plupart des préoccupations soulevées n'ont toujours pas été abordées, notamment sur les points suivants :

- Incrimination du soutien aux demandeurs d'asile
- Restriction des libertés individuelles
- Limitation illégale du droit d'asile.

L'envoi d'un avis motivé, deuxième étape de la procédure d'infraction, appelle la Hongrie à répondre aux préoccupations de la Commission dans les 2 mois. A défaut, la Commission pourrait saisir la Cour de Justice de l'UE.

Une autre procédure d'infraction est également en cours contre la Hongrie relative au non-respect de la législation de l'UE en matière d'asile et de retour. La Commission avait décidé le 19 juillet de porter l'infraction devant la Cour de Justice de l'UE

Pour en savoir plus :

Communiqué : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-19-469_fr.htm

Commission européenne / La Commission demande à la Hongrie, à la Pologne et à la Slovaquie de mettre pleinement en œuvre la directive actuelle relative aux conditions que doivent remplir les demandeurs d'asile

La Commission a décidé aujourd'hui d'adresser des avis motivés à la Hongrie, à la Pologne et à la Slovaquie pour non-communication des mesures prises pour mettre en œuvre les normes actuelles de l'UE relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants de pays tiers pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale (directive 2011/95/UE). La directive, adoptée en décembre 2011, établit des normes européennes communes pour l'identification des ressortissants de pays tiers ou des apatrides ayant besoin d'une protection internationale. Elle garantit également un niveau minimal d'avantages et de droits dans tous les pays de l'Union, ce qui a un effet dissuasif sur les mouvements secondaires entre les pays de l'UE et la course au droit d'asile («asylum shopping»). Les États membres devaient avoir mis en œuvre les normes

communes au 21 décembre 2013. La Hongrie, la Pologne et la Slovaquie n'ont pas pleinement transposé toutes les dispositions de la directive et la Commission leur a envoyé des lettres de mise en demeure en janvier 2014. La Commission y donne aujourd'hui suite par l'envoi d'avis motivés. La Hongrie, la Pologne et la Slovaquie disposent à présent de deux mois pour notifier à la Commission les mesures prises pour assurer la mise en œuvre intégrale de la directive. À défaut, la Commission pourrait saisir la Cour de justice de l'UE.

Pour en savoir plus :

Communiqué : [http://europa.eu/rapid/press-release MEMO-19-462_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-19-462_fr.htm)

Commission européenne / Appel à des accords temporaires pour assurer la solidarité avec les Etats membres

Mardi 15 janvier, le Commissaire européen Mr. Avramopoulos a appelé devant le Parlement européen à mettre fin aux incidents honteux et aux solutions ad hoc désorganisées. La Commission se tient prête à travailler avec les Etats membres pour mettre en place des accords temporaires pour assurer la solidarité avec les Etats membres les plus exposés, le temps que le nouveau règlement Dublin soit applicable.

Un accord serait en cours de négociations au sein de l'UE et plusieurs Etats membres pour mettre en place un accord temporaire pour la prise en charge des migrants secourus en mer, après les multiples incidents et accords ad-hoc des derniers mois. Selon un article du Guardian, l'accord temporaire n'inclurait pas de quotas et ne préjuge pas les décisions sur Dublin. Il pourrait prévoir un financement européen pour renvoyer les demandeurs d'asile déboutés dans leur pays d'origine. 10 Etats membres seraient inclus dont la France, l'Allemagne, l'Espagne, le Portugal, et les Pays-Bas. Les autres Etats membres potentiels de l'accord seraient : Malte, Italie, Luxembourg, Belgique, Irlande, Roumanie et Norvège, Etats ayant participé aux accords ad-hoc.

ECRE a également publié un document de recommandations pour la mise en place d'un dispositif de débarquement et de prise en charge par les Etats membres.

Pour en savoir plus :

Discours du Commissaire européen : https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2014-2019/avramopoulos/annoncements/remarks-commissioner-avramopoulos-ep-plenary-session-reform-eu-asylum-and-migration-policy-light_en

Article The Guardian : <https://www.theguardian.com/world/2019/jan/15/eu-seeks-temporary-deal-over-migrants-rescued-at-sea>

ECRE : <https://www.ecre.org/wp-content/uploads/2019/01/Policy-Papers-06.pdf>

Parlement européen / Adoption d'une résolution non législative sur les droits fondamentaux en UE

Les députés européens ont adopté une résolution non législative le 16 janvier appelant les institutions européennes à évaluer effectivement le respect de l'Etat de droit par les Etats membres et à dénoncer les restrictions en termes de liberté d'expression et de violations des droits fondamentaux des migrants et des demandeurs d'asile dans certains pays de l'Union.

Les députés ont également appelé le Conseil à mettre fin au blocage actuel de la réforme du règlement Dublin et encourage les autorités nationales à faciliter l'octroi de visas humanitaires aux personnes en quête d'une protection internationale.

Pour en savoir plus :

Communiqué : <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20190109IPR23026/les-droits-fondamentaux-de-l-ue-menaces-dans-plusieurs-etats-membres>

Centre de recherche sur les migrations et de la démographie de la Commission européenne / Atlas des migrations 2018

Le Centre de recherche sur les migrations et la démographie de la Commission européenne a publié le nouvel Atlas des Migrations 2018. Il contient des données détaillées sur tous les Etats membres de l'UE et 44 pays non européens sur leurs données migratoires y compris d'asile. Un chapitre est également dédié aux populations en déplacement forcé en Afrique ou d'origine africaine, incluant les réfugiés.

Pour en savoir plus :

Communiqué : <https://ec.europa.eu/jrc/en/news/launch-new-atlas-migration>

Atlas des migrations : <https://iemed.us19.list-manage.com/track/click?u=3218ac6ce1849ddff904ba369&id=d5c4d2a84c&e=5832f5f13c>

Service de recherche du Parlement européen / Analyse sur les élections européennes

Le Service de recherche du Parlement européen rassemble des articles et des analyses sur les prochaines élections européennes du mai 2019.

Pour en savoir plus :

Site : <https://epthinktank.eu/2019/01/12/european-elections-what-think-tanks-are-thinking/>

Agences et organes de l'UE

Agence des droits fondamentaux de l'UE / Opinion sur la révision de la Directive Retour

Le FRA a publié son avis sur les propositions relatives au retour des ressortissants de pays tiers en situation irrégulière qui doivent s'accompagner de manière efficace de garanties adéquates et exécutoires des droits fondamentaux.

La directive « retour » de l'Union européenne a été adoptée en 2008. Elle fournit aux États membres des normes et procédures communes applicables aux ressortissants de pays tiers qui ne remplissent pas les conditions d'entrée, de séjour ou de résidence sur le territoire d'un État membre. La Commission européenne propose de réviser cette directive pour surmonter les difficultés rencontrées par les États membres en ce qui concerne les retours et pour accroître l'efficacité des politiques de retour de l'Union. À la lumière de ces considérations, le Parlement européen a demandé au FRA son avis, qui viendra étayer sa position concernant cette proposition.

L'avis démontre que le respect des droits fondamentaux est dans l'intérêt des autorités nationales et permet d'éviter les violations de droits au cours des procédures de retour. De telles violations peuvent donner lieu à des difficultés susceptibles de nuire à l'efficacité et à la crédibilité de la politique de retour de l'Union européenne.

Pour en savoir plus :

Opinion : <https://fra.europa.eu/en/opinion/2019/returns-recast>

Frontex / Le nombre de traversées irrégulières aux frontières européennes au plus bas niveau en 5 ans

150 traversées irrégulières ont été détectées selon Frontex en 2018, soit une chute de 92% par rapport au pic de 2015. Frontex note que la baisse est grandement due à la chute du nombre de migrants de 80% prenant la

route de la Méditerranée centrale vers l'Italie. Sur la route occidentale de la Méditerranée, le Maroc est devenu le premier point de départ vers l'Europe.

Pour en savoir plus :

Communiqué : <https://frontex.europa.eu/media-centre/news-release/number-of-irregular-crossings-at-europe-s-borders-at-lowest-level-in-5-years-ZfkoRu>

Institutions européennes

Conseil de l'Europe / Déclarations de la rapporteure générale sur les conditions d'accueil des réfugiés et des migrants et le Sea Watch 3

Suite à la mort d'un réfugié dans le camp de Moria, Petra De Sutter, rapporteure générale sur les conditions d'accueil des réfugiés et des migrants a déclaré que « des normes humanitaires catastrophiques, combinées à des chutes de neige et des températures glaciales, menacent à nouveau les demandeurs d'asile dans plusieurs camps de réfugiés grecs »

En outre, la rapporteure a salué la décision prise hier par la Cour européenne des droits de l'Homme d'accorder une mesure provisoire concernant le navire néerlandais Sea Watch 3 ancré à l'extérieur du port sicilien de Syracuse. Comme indiqué dans la Résolution 2229 (2018) de l'Assemblée parlementaire sur 'Les obligations internationales des États membres du Conseil de l'Europe de protéger les vies en mer' sauver des vies en mer est une obligation morale et juridique pour les États membres.

Pour en savoir plus :

Communiqué Grèce : <http://assembly.coe.int/nw/xml/News/News-View-FR.asp?newsid=7320&lang=1>

Communiqué Sea Watch 3 : <http://www.assembly.coe.int/nw/xml/News/News-View-FR.asp?newsid=7359&lang=1&cat=134>

Communiqué de la CEDH sur le Sea Watch 3 : <http://hudoc.echr.coe.int/fre-press?i=003-6315249-8248884>

Organisations des Nations unies

HCR / Le HCR réclame un accès à un groupe de réfugiés bloqué à la frontière entre l'Algérie et le Niger

Le HCR est préoccupé par la sécurité des personnes vulnérables originaires de Syrie, du Yémen et de Palestine qui seraient bloquées à la frontière avec le Niger, au sud de l'Algérie. Le HCR a reçu des informations selon lesquelles le groupe, composé d'environ 120 Syriens, Palestiniens et Yéménites, avait été détenu au centre de Tamanrasset dans le sud de l'Algérie, avant d'être conduit vers une zone proche du poste-frontière de Guezzam, le 26 décembre dernier.

Le HCR est en contact avec les autorités algériennes au sujet de cet incident et demande à accéder à ces personnes pour évaluer leurs besoins en matière de protection. Cependant, l'agence onusienne a démenti les informations parues dans les médias algériens selon lesquelles ces personnes auraient été transférées à la frontière avec son accord.

Pour en savoir plus :

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2019/01/1033032>

HCR / Débarquement à Malte de 49 réfugiés et migrants secourus en mer

Le HCR a salué la décision des autorités maltaises de fournir un port sûr ainsi que les 8 Etats européens pour leur décision de recevoir les migrants secourus. Cependant, le HCR est préoccupé par la longue période de recherche d'une solution concernant le sort des personnes secourues en mer et manifestement en détresse – qui a duré plus de 18 jours dans le cas du Sea Watch 3, avec des femmes et des enfants à bord.

Pour en savoir plus :

Communiqué: <https://news.un.org/fr/story/2019/01/1033512>

HCR / Rapport « Voyage de désespoir » : 6 personnes sont décédées en moyenne par jour en tentant de traverser la Méditerranée

Le HCR a publié une mise à jour de son [rapport « Voyages de désespoir »](#) qui indique qu'en 2018, 6 personnes sont décédées en moyenne par jour lors des tentatives de traversée de la Méditerranée. 2 275 personnes sont mortes ou disparues en traversant la Méditerranée en 2018, malgré une baisse du nombre d'arrivées en Europe. 139 300 réfugiés et migrants sont arrivés en Europe, soit le nombre le plus faible en cinq ans.

Le nombre de décès enregistrés le long des routes terrestres est également en hausse pour la deuxième année consécutive. Le rapport relève également la restriction accrue du cadre des opérations de recherche et de sauvetage. 1 personne sur 14 est décédée entre la Libye et l'Europe, une forte hausse du taux par rapport à 2017.

L'Espagne est devenue le principal point d'entrée en Europe (6 800 arrivées terrestres et 58 600 par la mer) et le nombre de morts sur cette route a donc quadruplé. Il y a cinq fois moins d'arrivées en Italie (23 400 arrivées). Le niveau est stable en Grèce avec 32 500 personnes, cependant le nombre de personnes arrivant par la frontière terrestre avec la Turquie a quasiment triplé.

Le HCR dresse quelques tendances probables pour 2019 :

- L'Espagne devrait rester le principal point d'entrée.
- Au vu de la situation en Syrie et dans la région, les traversés se poursuivront vers la Grèce depuis la Turquie, y compris au niveau terrestre.
- En Méditerranée centrale, certaines personnes pourraient tenter de reprendre leur périple sachant que les passeurs adaptent leurs méthodes. Sans approche coordonnée, les opérations de sauvetage continueront de faire l'objet de réponse ponctuelle et au cas par cas, menant à une multiplication des « crises de débarquement » et des traumatismes pour les personnes gardées en mer. Le taux de mortalité devrait rester élevé compte tenu de la réduction des capacités de recherche et de sauvetage. Malte et Lampedusa pourraient voir le nombre d'arrivées directes sur leurs côtes augmenter.
- Poursuite des traversées illégales à travers les Balkans et modification des itinéraires en fonction des restrictions.

Pour en savoir plus :

Rapport :

https://data2.unhcr.org/en/documents/download/67714#_ga=2.44969892.186239969.1548856079-1886892680.1512641358

HCR / Lancement de la campagne « 2 milliards de kilomètres pour la sécurité »

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a lancé le 8 janvier une campagne mondiale appelant le public à travers le monde à couvrir la distance parcourue chaque année par les réfugiés. La campagne du HCR - *2 milliards de kilomètres pour la sécurité* - invite chaque personne à agir solidairement en courant, marchant ou faisant du vélo pour cumuler un total de deux milliards de kilomètres.

Les participants peuvent utiliser leurs applications fitness ou le site web de la campagne - www.stepwithrefugees.org - pour enregistrer les kilomètres et contribuer à atteindre les deux milliards de

kilomètres visé. En soutenant des actes individuels de solidarité, la campagne du HCR engage les particuliers à aider les réfugiés. Ces actes dans leur ensemble sensibilisent le monde à la résilience et au courage des réfugiés.

Pour en savoir plus :

Communiqué: <https://news.un.org/fr/story/2019/01/1033302>

UNODC / Rapport sur le trafic d'êtres humains

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a publié un rapport démontrant l'utilisation par les groupes armés de la traite des êtres humains comme une stratégie pour financer leurs activités ou augmenter leurs effectifs dans les conflits du monde entier.

Dans les zones de conflit, non seulement les groupes armés mais aussi d'autres criminels se livrent à la traite des personnes fuyant le danger et les persécutions. Les populations déplacées de force ont été la cible de trafiquants, notamment des réfugiés syriens et irakiens, des Afghans et des Rohingyas. Le rapport souligne que les circonstances engendrées ou exacerbées par les conflits armés, telles que les déplacements, la faiblesse de l'état de droit, les difficultés socioéconomiques, la fragmentation sociale et l'éclatement des familles, augmentent la vulnérabilité des personnes.

Le rapport montre également que 70 % des victimes détectées dans le monde de la traite sont des femmes. Environ la moitié sont des femmes adultes, tandis que les filles représentent un cinquième de toutes les victimes et leur part du total est en augmentation.

Le rapport se compose également de focus régionaux, dont l'Europe.

Pour en savoir plus :

Communiqué et rapports : <http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/glotip.html>

OIM / Plus de 3 000 migrants ont péri ou disparu en 2018 à travers le monde

Pour la cinquième année consécutive, plus de 3 000 personnes auraient péri ou disparu le long d'itinéraires migratoires à travers le monde, d'après le Projet de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sur les migrants disparus (MMP).

Bien que les données finales pour 2018 soient toujours en cours de collecte par plusieurs juridictions, au moins 4 592 migrants auraient péri ou disparu lors de leur périple, soit une diminution de 20 pour cent par rapport à l'an dernier et une forte baisse par rapport aux 8 000 recensés en 2016.

Pour en savoir plus :

Communiqué : <https://www.iom.int/fr/news/un-sinistre-cap-est-passe-pour-la-cinquieme-annee-consecutive-plus-de-3-000-migrants-ont-peri>

OIM / Le naufrage de deux embarcations fait au moins 30 morts au large de Djibouti

Le naufrage de deux embarcations de migrants et réfugiés mardi au large de Djibouti a fait au moins 30 morts, a indiqué mercredi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Interrogé sur la nationalité des victimes, le porte-parole de l'OIM a indiqué à ONU Info qu'il pourrait s'agir de ressortissants de pays de la Corne de l'Afrique, donc des Ethiopiens, des Somaliens ou des Erythréens. « Mais la route maritime où s'est produit le drame est généralement emprunté par les migrants et réfugiés éthiopiens », a précisé M. Millman.

Le détroit de Bab al-Mandeb, qui sépare Djibouti du Yémen, a la particularité de voir des bateaux de migrants passer dans les deux sens. Il y a d'abord ces migrants fuyant la guerre au Yémen et qui croisent aussi des

bateaux remplis de migrants et réfugiés originaires de la Corne de l’Afrique en quête d’un avenir meilleur dans la péninsule Arabique.

Pour en savoir plus :

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2019/01/1035192>

UNICEF / Appel aux gouvernements européens pour convenir d’une approche régional pour protéger les enfants réfugiés et migrants

L’UNICEF a exhorté lundi les gouvernements européens à convenir d’une approche régionale pour mieux protéger les enfants réfugiés et migrants qui continuent de faire face à de graves dangers et aux violations de leurs droits fondamentaux lors de dangereux voyages et à leur arrivée en Europe. 23.000 enfants réfugiés et migrants sont arrivés par la mer en 2018 en Grèce, en Italie et en Espagne, la grande majorité fuyant les conflits, la pauvreté extrême et la persécution.

On estime qu'environ 400 enfants réfugiés et migrants - une moyenne de 29 enfants par jour - sont arrivés sur les côtes de la Grèce, de l'Italie et de l'Espagne rien que pendant les deux premières semaines de janvier. Les enfants endurent des voyages particulièrement périlleux en raison du froid et des eaux agitées pendant les mois d'hiver, a souligné le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) dans un communiqué de presse.

Selon l’agence onusienne, il est également urgent de prendre davantage d’engagements en matière de réinstallation donnant la priorité aux enfants, ainsi que des procédures plus rapides de réunification familiale dans tous les États membres de l’UE.

Pour en savoir plus :

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2019/01/1034482>

OMS / 1^{er} rapport sur la santé des personnes déplacées en Europe

L’OMS a publié son premier rapport sur la santé des personnes déplacées en Europe et révèle que les réfugiés et les migrants courent plus de risques d’avoir des problèmes de santé que les populations des pays d’accueil. Le rapport fait la synthèse des dernières données disponibles sur la santé des réfugiés et des migrants dans la Région européenne de l’OMS, ainsi que des progrès réalisés par les pays pour promouvoir leur santé. Il a été élaboré en partenariat avec l’Institut national italien de la santé, de la migration et de la pauvreté (INMP).

Une série de guides a également été rédigée pour traduire les conclusions du rapport dans la pratique. Chaque publication aborde un aspect spécifique de la santé des réfugiés et des migrants en proposant des outils, des études de cas et des bases factuelles qui permettront d’instaurer en connaissance de cause les pratiques et les politiques visant à améliorer leur santé. Ces guides portent sur la santé maternelle et néonatale, la santé des enfants, la promotion de la santé, la santé mentale et le vieillissement en bonne santé. Ces documents ont été produits avec le soutien financier de la Commission européenne.

Pour en savoir plus :

Communiqué et rapport : <http://www.euro.who.int/fr/media-centre/sections/press-releases/2019/migrants-and-refugees-at-higher-risk-of-developing-ill-health-than-host-populations-reveals-first-ever-who-report-on-the-health-of-displaced-people-in-europe>

Organisations de la société civile

Human Rights Watch / Grèce : Rapport sur des refoulements violents à la frontière turc

Un rapport de Human Rights Watch dénonce les opérations violentes de refoulement de migrants et de demandeur d'asile par les officiers grecques à la frontière terrestre avec la Turquie dans la région nord est d'Evros. Selon HRW, les personnes sont détenues, battues et refoulées de Grèce sans considération de leurs droits et de leur sécurité. L'ONG a interrogé 26 demandeurs d'asile et d'autres migrants en Grèce en Mai, et en Turquie en Octobre et Novembre, originaires d'Afghanistan, d'Irak, du Maroc, du Pakistan, de Syrie, de Tunisie, et du Yémen, incluant des familles et des enfants.

Pour en savoir plus :

Communiqué: <https://www.hrw.org/news/2018/12/18/greece-violent-pushbacks-turkey-border>

Oxfam / Rapport « Vulnerable and abandoned » sur les camps de réfugiés des îles grecques

Ce rapport alerte sur des centaines de femmes enceintes, d'enfants non accompagnés et de victimes de tortures actuellement abandonnées dans les camps de réfugiés des îles grecques. Selon ce rapport, le système d'identification et de protection des personnes vulnérables s'est effondré en raison d'un manque chronique de personnel et de procédures défailtantes.

Pour en savoir plus :

Communiqué et rapport : <https://www.oxfamfrance.org/communiqués-de-presse/femmes-enceintes-enfants-et-victimes-de-torture-laissés-a-labandon-dans-les-camps-de-refugiés-en-grece/>

European Network on Statelessness / Rapport sur les apatrides kurdes et palestiniens de Syrie recherchant une protection en Europe

L'ENS publie en partenariat avec l'Institut sur l'Apatridie et l'Inclusion, ASKV Refugee Support, un rapport sur les expériences d'apatrides-réfugiés syriens dans leur trajet vers l'Europe. L'étude porte sur deux groupes, les Kurdes apatrides de Syrie et les Palestiniens apatrides de Syrie, et étudie l'impact d'absence de nationalité sur leur parcours migratoire et dans leur recherche de protection et de solutions durable.

Pour en savoir plus :

Communiqué et rapport : https://www.statelessness.eu/resources/syria-europe-experiences-stateless-kurds-and-palestinian-refugees-syria-seeking-protection?mc_cid=f8c1663eb1&mc_eid=464058aa7b

ICMPD / Migration Outlook 2019

L'International Centre for Migration Policy Development publie son rapport sur les perspectives de politiques migratoires pour l'année 2019 au niveau européen. Le centre étudie les prochains développements clés afin d'y décrypter les priorités, les tendances, et les points chauds à retenir, notamment sur :

- La situation migratoire en 2018
- Les réformes de la politique migratoire et de l'asile en 2018
- L'approche hotspot en 2019 et les conséquences possibles pour l'Europe
- Les événements clés en 2019 : les élections européennes et le Brexit
- La tendance première de 2019 : les voies légales et la migration professionnelle
- Les priorités pour 2019

Pour en savoir plus :

Focus nationaux

France / Plan d'action franco-britannique face à l'augmentation du nombre de traversées de La Manche

Face à l'augmentation du nombre de traversées de la Manche depuis la France vers le Royaume-Uni, le ministre de l'Intérieur français et son homologue britannique ont convenu d'un plan incluant une augmentation des patrouilles de surveillance. Le plan prévoit également le démantèlement des réseaux de trafiquants, la sensibilisation des migrants aux dangers de la traversée de la Manche, sous la charge du Centre de coordination et d'information franco-britannique situé à Coquelles, à côté de Calais. Début janvier, la Royal Navy a dépêché un navire de patrouille, le HMS Mersey, dans le détroit du Pas de Calais pour assister la police aux frontières et les autorités françaises.

Selon le HCR, 504 personnes ont essayé de gagner l'Angleterre par la Manche depuis janvier 2018 soit au total 71 tentatives, dont 57 en novembre et décembre 2018, alors qu'elles étaient 13 en 2017.

Pour en savoir plus :

Article The Guardian : <https://www.theguardian.com/uk-news/2019/jan/04/france-steps-up-efforts-prevent-channel-crossings>

Article Info Migrants: <http://www.infomigrants.net/fr/post/14310/la-royal-navy-depeche-un-navire-dans-la-manche-pour-contrer-les-migrants>

Bosnie-Herzégovine / Accès à l'école pour une centaine d'enfants réfugiés

Une centaine d'enfants migrants et réfugiés ont eu accès à un examen médical leur permettant d'accéder au système éducatif. En collaboration avec des centres de santé dans plusieurs villes du pays et des consultations médicales gratuites ont pu être fournis pour les enfants résidents dans le camp de réfugiés Salakovac et le Ilidza.

Pour en savoir plus :

Article : <https://balkaneu.com/free-medical-examinations-for-migrant-children-in-bih/>

Article : <https://www.courrierdesbalkans.fr/fil-info-refugies>

Allemagne / L'Allemagne annonce la suspension de sa participation à l'Opération Sophia

L'annonce par l'Allemagne de la suspension de sa participation à l'Opération navale européenne Sophia a une nouvelle fois fragilisé l'avenir de ce dispositif. L'Allemagne a décidé de suspendre l'envoi d'autres navires pour l'opération destinée à lutter contre le trafic d'êtres humains en mer Méditerranée en place depuis 2015. Les annonces récentes du gouvernement italien de fermer ses ports aux navires de la mission et d'exiger une répartition entre les Etats membres des migrants secourus par l'Opération aurait amené l'Allemagne à suspendre sa participation.

En décembre déjà, suite aux menaces italiennes de ne plus accueillir les navires, l'avenir de l'Opération était incertain. Finalement, un délai de 3 mois avait été accordé le temps de trouver un accord entre les Etats membres. L'Allemagne a également annoncé qu'une solution était en cours de négociations afin d'étendre l'Opération après le 31 mars.

Pour en savoir plus :

Article :https://m.dw.com/en/germany-pulls-out-of-mediterranean-migrant-mission-sophia/a-47189097?fbclid=IwAR0IzKI54rbj8MB7OV8vFIQGc5GG6Uz4k9rMz_X4sINWT4W0m939uBLFwPM

Article : <https://www.reuters.com/article/us-europe-migrants-germany-mission/germany-seeks-extension-of-eus-migrant-deterrent-sea-operation-idUSKCN1PH1IE>
